

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie de Basse-Terre, notamment sur les problèmes portuaires de Basse-Terre et la décentralisation en Guadeloupe, jeudi 5 décembre 1985.

Monsieur le maire,

- Mesdames et messieurs,

- Il y a quelques années, en effet, j'avais eu la chance de pouvoir passer à Basse-Terre et d'y connaître quelques-uns de ses habitants et particulièrement, cher docteur `M. Cléry`, vous-même, votre famille. J'ai goûté à votre foyer. Cela reste très inscrit dans ma mémoire. Je vous ai vu à l'oeuvre, pas seulement vous, mais aussi les équipes que vous animez et qui ont assisté avec tant de peine à ces catastrophes successives `passages de cyclones en 1980`, alors que vous vous attachiez avec tant d'énergie, et je dois le dire, d'intelligence, à redresser la capitale. Vous l'avez vu régesser, tant les habitants ont été éprouvés par des menaces qui pesaient sur eux, et peut-être tout n'a-t-il pas été fait pour assurer dans des conditions souhaitables le maintien sur place des habitants ou bien leur retour.

- J'ai souvent pensé à vous parce que je vous avais vu si attaché, si écouté par la population, faisant corps avec elle, estimé de tous, au-delà des frontières politiques et contraint de regarder, impuissant, la nature et parfois les hommes, s'acharner à freiner, quand ils ne les ruinaient pas, vos efforts. C'est une conversation sérieuse que nous avons là et le document que représente votre allocution m'en fournit la preuve. Il ne me sera pas possible de répondre point par point à ce qui est vraiment un document, un document très étudié que je demanderai à M. le secrétaire d'Etat aux départements d'outre-mer `Georges Lemoine` de m'étudier, de me remettre, parce que lorsque je serai rentré à Paris, il y a quand même des points, je les ai remarqués, qui peuvent recevoir réponse positive. Pour d'autres, c'est plus difficile.

Malgré tout, j'ai noté le problème du port `port de Jarry`. Vous m'aviez fait visiter le port, nous avons même regardé les conséquences des séismes, nous avons vu les dalles fracturées ou fendues, nous avons vu le vieillissement s'emparer de ces installations. Comme il était dommage de voir tout cela perdu. D'autant plus que l'outil était assez remarquable et on le voit comme cela se perdre à travers le temps. Cela ne dépend pas que de moi, cela dépend de l'économie. Il faut bien que ce port puisse servir d'abri aux navires et il faut bien qu'il y ait des navires pour assurer des transports, et des transports de quoi ? Eh bien, il me semble que là aussi, une certaine reconversion peut s'opérer.

- En raison de la situation difficile de ce port, sur la pleine mer, avec les vents et les courants qui s'y trouvent, je ne pense pas que vous puissiez trouver l'activité nécessaire, surtout pour la transformation de tout ce qui touche aux ports bananiers, et notamment dans le mode de transport et d'emballage des bananes. Depuis les conteneurs, il est certain que votre port ne s'est plus trouvé à jour, d'autant plus qu'on avait laissé se détériorer l'instrument.

- Cependant, j'en ai parlé plusieurs fois, parce que je me souvenais de cela et d'une sorte de plainte en disant : mais voilà, moi j'ai cette ville, on s'en occupe, on l'aime, elle est pleine de dispositions, sa population est énergique, intelligente et cela ne donne rien. Il y a plusieurs partenaires qu'il faut convaincre. Il y a la compagnie d'abord, il y a sans doute les autorités du

département, peut-être davantage les chambres de commerce que d'autres. Il y a les pouvoirs publics dont je suis, si je puis m'exprimer ainsi. Et, discutant avec M. le commissaire de la République, nous esquissions comme cela un plan qui était peut-être un rêve, mais non, je crois qu'il peut passer du rêve à la réalité. Autour du cabotage par exemple. Autour de tout ce qui permettrait de redonner, je vais paraître surprenant, de restituer à Basse-Terre une façon traditionnelle de permettre les échanges. Car si vous passez directement aux méthodes les plus modernes, si les emballages et les transports de bananes deviennent, ou continuent d'être ce qu'elles sont, alors qu'ils ne sont pas nécessaires, si nous continuons sur la base de ce qui existe aujourd'hui vous ne retrouverez pas de port à Basse-Terre. Vous ne le retrouvez pas, car les concours n'existent pas. Chaque fois qu'on en propose, ils se heurtent à l'impuissance, quand ce n'est pas la mauvaise volonté. Il faut donc que vous trouviez exactement la dévolution de ce port. Comme on n'est pas en passe quand même de la trouver, je vous promets de contribuer à restaurer et à moderniser, pour que, alors, vous ayez un port à Basse-Terre. Même si ce n'est pas celui auquel vous aspiriez, vous reverrez l'activité, l'ouverture de Basse-Terre sur l'océan, les travailleurs ici retrouvant un emploi, le mouvement des marchandises, la couleur aussi, et le mouvement que suppose tout port, étant entendu que, lorsqu'on est une ville portuaire, c'est toute la ville qui s'en ressent, le commerce, les services, la vie de tous les jours, l'animation. Et je voudrais bien à distance parce que cette conversation est déjà ancienne, je voudrais bien à distance pouvoir vous apporter une sorte de réponse qui serait aussi récompense pour une municipalité et des élus qui le méritent.\

L'ensemble des problèmes que vous m'avez posés, allant de l'emploi jusqu'à la diversification agricole, est tout à fait nécessaire, j'ai d'ailleurs commencé cette conversation lorsque j'étais à Petit-Bourg en réponse à M. le Président `Dominique Larifla` du Conseil général que j'ai le plaisir de revoir ici. Il me reste encore la soirée, la journée de demain, et bout par bout, vous pourrez trouver des éléments de réponses déjà à certains des problèmes que vous m'avez posés. - Il faut que Basse-Terre retrouve son rang de capitale. Je ne dis pas cela pour contredire les espérances des autres. Mais enfin vous avez l'histoire pour vous. Vous avez les traditions, vous avez le centre administratif, vous avez la qualité des fonctionnaires, vous avez un certain mode de vie £ il faut le dire, une réalité aux regards des deux ou trois siècles qui viennent de s'écouler. Vous avez fourni à l'histoire de la France des hommes d'importance, également à l'histoire de la Guadeloupe sur le -plan de l'expression poétique ou littéraire. Vous êtes constamment mêlés à ce qui a fait l'histoire de notre pays, je veux dire par là qu'on ne peut pas tirer un trait sur une capitale parce que son influence s'est réduite, sa population aussi, et simplement parce que les éléments naturels se sont coalisés avec une certaine indifférence des hommes. Et je suis moi de ce côté-là. Il y a de grandes réalisations ailleurs £ je serai demain à Pointe-à-Pitre, et je pense que cette grande agglomération qui exerce une attraction puissante n'a pas besoin de ce supplément-là, tandis que l'on a construit toutes les capitales modernes à l'extérieur des grands centres, pour laisser l'administration peut-être à quelque distance de l'événement, pour être capable de réfléchir, d'être un peu à l'abri de la pression immédiate. Il est bon que la vieille capitale devienne la capitale moderne puisque ces critères correspondent à ce que tous les pays modernes qui ont bâti leur capitale ont fait. Et puis, l'harmonie existe entre les hommes, entre les dirigeants, entre ces diverses localités £ on peut donc au niveau de la région et du département trouver les formules utiles.\

Je me suis appliqué personnellement à modifier les institutions. Je pense que vous avez là un point de départ très utile. Vous avez d'ailleurs bien voulu le dire vous-même.

- Ainsi qu'il m'est arrivé de l'expliquer plusieurs fois : c'était la colonie, ici, avec son produit qui n'est pas simplement un produit de vocabulaire qui est un produit économique et social et humain qui s'appelait le colonialisme. Il en existe encore des séquelles. Après la guerre, contre cette forme, cette sorte de statut propre aux Antilles, une réaction s'est produite : on a voulu plus d'égalité, on a voulu trouver dans le support de la métropole une façon d'échapper à une structure sociale devenue insupportable, alors on est passé directement au département. Je me souviens même que c'étaient des formations, disons progressistes, qui le souhaitaient. Je n'étais

pas encore député à l'époque, je devais le devenir l'année suivante, j'ai donc vécu pleinement cette période. J'ai entendu les confidences et les réactions des auteurs de cette transformation. Puis, on s'est aperçu à travers le temps que, même si le -cadre du département pouvait être maintenu ou devait l'être, il fallait en transformer le contenu car la simple identification aux départements de métropole n'était pas réaliste et risquait d'étouffer, d'araser, d'essayer une sorte de construction abstraite dans laquelle on traiterait les problèmes à Basse-Terre comme on les traitait à Draguignan.

- En vérité la loi de décentralisation-régionalisation a été l'origine de la troisième étape. Une vraie révolution, elle l'est ou elle pourrait l'être si elle est bien conduite, puisqu'elle doit permettre dans le -cadre d'un département qui lui-même est un fragment de la République française, d'affirmer et de réaliser l'identité guadeloupéenne retrouvant non seulement les sources de sa culture, certains moyens de son développement, mais aussi la responsabilité de ses propres affaires dans des domaines très étendus.

- Vous êtes même en avance sur l'ensemble de la métropole. Ce n'est qu'au mois de mars `1986` que l'on votera pour la première fois au suffrage universel pour des régions dans la métropole. Vous avez montré l'exemple de la proportionnelle, ce qui permet aux différents courants politiques d'être normalement et justement représentés. Vous avez obtenu des compétences plus étendues que n'en ont les régions de métropole. Vous avez donc là aussi l'instrument institutionnel qui vous permettra de réussir la synthèse entre le grand ensemble, la République, et la réalité guadeloupéenne. Ce que j'appelais tout à l'heure votre identité. Marquée particulièrement dans le domaine de la culture puisque ce sont vos racines, c'est là qu'à travers vos ancêtres, vous trouvez vos traditions, vos façons de parler, vos façons d'être, vos modes, vos méthodes de raisonnement, c'est là que se rattache votre mémoire collective. Je tiens beaucoup à ce que cette mémoire collective reste originale, même si elle a assimilé les apports de la culture proprement métropolitaine. C'est comme cela, monsieur le maire, mesdames et messieurs, que vous redeviendrez ce que vous êtes.\

A partir de cette réforme, je me permettrai de vous dire, et c'est ce que je pourrai dire tout à l'heure aux Corps constitués : à vous de jouer. Si vous me dites : "à vous de jouer, c'est trop facile, on n'a pas les crédits, on n'a pas les moyens, c'est une façon de nous laisser tomber", à la limite avec un gouvernement conformiste, cela pourrait bien être exact, une façon purement verbale de réaliser le progrès. Mais enfin nous sommes là, le dialogue existe entre nous, et nous nous connaissons. Lorsque je dis : vous tenez en mains vos propres affaires, tout de même, le chantier est vaste, vous avez des pouvoirs et vous avez quand même des moyens. L'Etat ne varie pas d'un seul coup, se désintéresser, s'éloigner, refusant toute contribution. Il ne le fera pas seulement en fonction de la loi sur la répartition des compétences et des financements, parce que nous savons que vous avez du retard, parce que nous savons que nous n'avons pas le droit de vous laisser seulement à vous-mêmes, dès lors que cette nouvelle réforme vous a pris en situation d'infériorité, d'être frappés plus que d'autres par la rigueur des temps. Quand l'Etat aura achevé de remplir son devoir en ayant assuré la soudure, en ayant contribué à assurer la soudure avec les efforts qui émanent de vos propres forces locales, eh bien, vous continuerez, vous agirez à votre gré. Je veillerai.\

Je pense que le gouvernement de la République quelles que soient les évolutions futures, sur 20 ans, sur 30 ans, sur un demi-siècle - il faudra tout ce temps - devra constamment étendre les compétences à la mesure de la capacité et de la responsabilité acquises par les représentants de ces populations, d'où le projet dont vous avez bien voulu me parler, qui revient souvent dans mes conversations avec M. le Secrétaire d'Etat `Georges Lemoine` : il faut que sur le -plan de la représentation extérieure dans les contrats, les accords internationaux, dans les négociations avec la Communauté à Bruxelles, il faut que les élus des départements d'outre-mer et particulièrement de la Guadeloupe prennent part à ces négociations.

- Ce n'est pas une façon de vous annoncer que vous allez disposer de votre diplomatie : non. Vous êtes la République, mais c'est épouser la réalité et s'adresser aux femmes et aux hommes responsables pour qu'ils puissent dire leur mot pour tout ce qui touche à la vie et à l'avenir de la Guadeloupe qui est de Caraïbe. Il ne faut pas l'oublier.\

Guadeloupe qui est de Caraimé. Il ne faut pas l'oublier.

Monsieur le maire, `M. Cléry`, mesdames et messieurs, je vais continuer mes explications mais dans une autre salle et demain ce sera la même chose. Je m'efforcerai de ne pas répéter et c'est ainsi que je compléterai peu à peu le puzzle dans lequel je me trouve aujourd'hui pour arriver à en raccorder tous les bouts. Au début, on ne voit rien du paysage qui sera fidèlement dessiné, on n'y comprend pas grand chose, et quand c'est fait alors le paysage ou le visage se dessine, on retrouve la Guadeloupe. C'est ce que je vais m'efforcer de faire. Soyez sûrs en tout cas de ma solidarité.

- Lorsque vous regrettez que le gouvernement que j'ai désigné après mon élection de 1981 n'ait pas réalisé tout ce que vous en attendiez, même si avec beaucoup d'honnêteté vous avez énuméré la liste fort importante de ce que ce gouvernement pouvait vous apporter et que d'autres n'auraient pas fait, ne feraient pas. Je mesure la difficulté. Parvenir à la responsabilité suprême avec une majorité loyale, dans une période de si violente crise importée et qui tient aux structures économiques de la société dans un capitalisme sauvage, c'était les plus mauvaises conditions pour assurer le redressement, alors nous nous sommes attaqués à la modernisation et à la formation : moderniser l'appareil industriel, qui comprend naturellement l'industrie agro-alimentaire, et former les filles et les garçons, les femmes et les hommes qui seront capables d'assurer les métiers de demain.

- C'est une oeuvre de longue haleine. On ne peut pas y parvenir, comme cela, par un coup de baguette magique. Je voulais insister sur ce point avant de terminer en vous disant que, mesdames et messieurs, vous qui êtes dans cette salle et vous, très nombreux, qui vous trouvez sur la place alentour, je vous remercie de votre accueil. Que le Président de la République soit le bienvenu dans votre cité, c'est pour lui une grande joie.

- Un dernier mot : c'est parce que nous saurons répondre ensemble aux besoins profonds d'identité guadeloupéenne et d'affirmation de soi-même que nous répondrons à l'angoisse, à la détresse, à la révolte, à la violence. En engageant ces réformes institutionnelles nous avons apporté le premier élément à tous ceux qui souffrent de n'être pas encore ce qu'ils pourraient être, un grand chantier disais-je il y a un instant. Il y a de quoi faire. Nous allons persévérer de telle sorte que ceux qui diront encore "appel à la violence" ne soient pas que des agitateurs sans véritable volonté politique et qui refuseraient à ce peuple guadeloupéen, à cette part du peuple français, de conduire dans un ordre légitime, avec passion et avec raison, son développement et son identité. Merci en tout cas d'avoir bien voulu m'accueillir de cette façon. J'y retrouve une chaleur déjà éprouvée, la chaleur du coeur, éprouvée dans un passé récent.

- Vive Basse-Terre !

- Vive la Guadeloupe !

- Et je dirai comme vous :

- Vive la République !

- Vive la France !